



## Décision individuelle N° 2023-146

**Pétitionnaire** : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte de la société Hydrokarst  
**Adresse** : BP656 060150 Carros  
**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national  
**Intitulé du projet** : Héliportages nécessaires à l'évacuation des déchets présents dans le vallon de Mollières  
**Localisation** : vallon de Mollières - commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** les décisions n°2021-90 du 23 avril 2021, n°2021-98 du 11 mai 2021 et n°2021-146 autorisant la société EDF – Pôle Energies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Ecrins à faire procéder à des travaux de construction d'une piste d'accès alternative dans le vallon de Mollières et à des travaux de désengrèvement de la prise d'eau exploitée sous le régime de la concession (phase 1),

**Vu** la décision n°2021-321 du 10 septembre 2021 autorisant EDF à poursuivre les travaux de désengrèvement de la prise d'eau et faire procéder à des aménagements complémentaires en vue de réparations ultérieures du génie civil et des organes mécaniques de l'ouvrage (phase 2),

**Vu** la décision n°2022-170 du 5 mai 2022 autorisant EDF à réaliser des travaux dans le cœur du parc national au niveau du vallon de Mollières, sur la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée, consistant à la remise en fonctionnement « à l'identique » de la prise d'eau concédée,

**Considérant** la demande formulée en date du 30 juin 2023 par Monsieur CIAIS Nicolas pour le compte de la société Hydrokarst, complétée le 6 juillet 2023,

**Considérant** que la demande porte sur l'évacuation des déchets présents dans le vallon de Mollières à la suite de la destruction de la prise d'eau d'eau EDF et de la piste de Peyreblanque par la tempête Alex, en application des prescriptions imposées dans les décisions sus-visées, opération confiée à la société Hydrokarst par EDF,

**Considérant** que la programmation du 1<sup>er</sup> juin au 15 octobre correspond à la période de survol possible pour ce genre d'opérations d'après la modalité n°29 d'application de la réglementation,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'évacuation des déchets présents dans le vallon de Mollières à la suite de la destruction de la prise d'eau d'eau EDF et de la piste de Peyreblanque par la tempête Alex.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote :	TSCHUDNOWSKY Jean-Félix
type d'appareil :	Écureuil AS 350 - bleu avec liseret blanc
n° de l'appareil :	F - GSOE

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente.

**2.3. En-dehors de cet itinéraire autorisé, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.**

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour les 19 ou 20 juillet 2023.

La date exacte sera impérativement communiquée par mail au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour 48h au préalable.

En cas de force majeure, le report du survol **après la date arrêtée** est autorisé sous réserve d'informer les services territorialement concernés du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

#### *Contacts*

service territorial Tinée ([st-tinee@mercantour-parcnational.fr](mailto:st-tinee@mercantour-parcnational.fr))

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national et du respect des droits des tiers. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juillet 2023

La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**



Copies :

- Service territorial Tinée
- Hydrokarst

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



